

## **Amalgames sur les Amap**

### **Débat sur les systèmes agroalimentaires alternatifs**

François JARRIGE

**Selon François Jarrige, la critique d'une autosuffisance agricole des villes, publiée par Roland Vidal et André Fleury dans *La Vie des Idées*, caricature à outrance les circuits courts de type Amap. Pour saisir la richesse de ces expériences, il convient d'adopter une perspective politique, et non pas uniquement technique.**

<p>Ce texte est une réponse à l'article de André Fleury &amp; Roland Vidal paru sous le titre « L'autosuffisance agricole des villes, une vaine utopie ? », <i>La Vie des idées</i>, 3 juin 2010.</p>
---

Dans leur article sur « L'autosuffisance agricole des villes, une vaine utopie ? », André Fleury et Roland Vidal posent la question de l'échelle pertinente pour penser l'autosuffisance alimentaire. Ils insistent sur la complexité et l'ambivalence de la notion d'autosuffisance en montrant que, parfois, « l'écologie d'échelle rejoint l'économie d'échelle » et que la production à proximité des lieux de consommation n'est pas toujours le choix le plus rationnel, ou le plus raisonnable, en matière écologique. À partir de ce constat salubre, ils choisissent de critiquer les « vaines utopies », « les rêves des citoyens » et les illusions « nostalgiques » des partisans de l'autosuffisance, des « circuits courts » ou des expériences du type Amap (Associations pour le Maintien d'une Agriculture Paysanne). Ces dernières sont disqualifiées en une trop brève phrase finale, comme étant des expériences « si demandées par les citoyens et si peu par les agriculteurs franciliens ». Les deux auteurs mettent par ailleurs gravement en garde le lecteur contre la tentation d'« un retour en arrière qui rejetterait ce que

la modernité a apporté à l'humanité et à son système d'alimentation ». Mais ce recours au spectre de la barbarie ne semble pas non plus très convaincant : les Amap ou la nouvelle tentation du retour à la bougie en quelque sorte ! Dans leur article, les multiples expériences de circuits courts apparaissent comme la dernière manifestation de l'illusion de citoyens désœuvrés, enfermés dans la nostalgie d'une campagne idéalisée.

Les analyses de ces deux ingénieurs agronomes sont pertinentes et utiles : elles montrent la complexité des enjeux actuels ainsi que l'ambivalence des liens entre les espaces urbains et leur périphérie rurale. Mais pour aboutir à ce constat éclairé, était-il nécessaire de caricaturer les seules expériences citoyennes tentant de prendre à bras le corps le problème de l'organisation du système agro-alimentaire ? D'autres travaux, que n'évoquent pas les deux auteurs, mettent en avant des conclusions plus nuancées et soulignent les potentialités des « circuits courts » pour l'émergence de pratiques agricoles durables<sup>1</sup>.

### **La diversité des circuits courts**

Selon les deux auteurs, la seule fonction utile des « circuits courts » serait de construire « une nouvelle relation culturelle entre la ville et le monde agricole », et de « renouer le lien social distendu entre agriculteurs et citoyens ». Outre qu'on peut s'interroger sur la nature de cette supposée « relation culturelle », ramener les réflexions actuelles sur ces expériences à ce seul aspect paraît très simplificateur. Cette analyse méconnaît en effet la richesse et la diversité des expériences de systèmes alternatifs de distribution alimentaire. Le seul exemple empirique cité est celui des tomates produites à Londres, à partir duquel les auteurs montrent que les Amap et les circuits courts aboutiraient à des aberrations écologiques et qu'il vaut finalement mieux importer les tomates d'Espagne.

Les systèmes alternatifs de distribution alimentaires sont en réalité très divers et complexes : on y trouve différentes formes de vente directe (*farmers market*, vente ou cueillette à la ferme), des associations entre producteurs et consommateurs (coopératives, *Community Supported Agriculture – CSA*, Associations pour le maintien de l'agriculture paysanne – Amap), des formes de production directe par des consommateurs (jardins communautaires ou scolaires), des structures et administrations communales ou territoriales d'approvisionnement et de distribution alimentaires (*food policy councils*, *food security safety*

---

<sup>1</sup> Gilles Maréchal (dir.), *Les circuits courts alimentaires : bien manger dans les territoires*, Paris, Educagri, 2008.

networks). Ce foisonnement d'expériences et d'initiatives s'inscrit par ailleurs dans le renouvellement actuel de la sociologie de la modernisation agricole. Il a suscité des travaux récents de qualité qui permettent de mieux les appréhender<sup>2</sup>.

### **Des relations marchandes alternatives**

Ces expériences ne peuvent s'analyser du seul point de vue technique, elles sont avant tout des formes politiques qui visent à redéfinir les relations marchandes. L'enjeu de ces multiples initiatives d'origine associative est de répondre au manque d'infrastructures de distribution de produits frais dans les quartiers défavorisés, d'interroger la construction de la qualité des produits, de mener une réflexion sur le droit à la nourriture et sur les formes de la démocratie locale à l'ère de la globalisation. Rappelons que l'expérience des Amap trouve ses racines dans le système des *teikei* japonais, né dans les années 1970 en réponse à la modernisation accélérée du pays et à la dégradation de la qualité des produits alimentaires. Ce système coopératif a ensuite essaimé dans les expériences communautaires des années 1970 en Allemagne avant de se développer en Amérique du Nord dans les années 1980 sous le nom de CSA (*Community Supported Agriculture*). En France, ce système est très récent puisqu'il n'est importé des États-Unis qu'en 2001. Aujourd'hui, près d'un millier d'Amap existerait dans l'Hexagone. Loin de se limiter à quelques cercles de la bourgeoisie urbaine parisienne, les Amap sont d'abord nées dans la région Paca où elles sont toujours les plus nombreuses. La sociologie des adhérents montre aussi qu'il s'agit de milieux sociaux disposant d'un niveau de diplôme et de qualification supérieur à la moyenne nationale, et que ce sont souvent des citoyens qui ont gardé un lien fort avec la campagne, voire avec le monde agricole<sup>3</sup>.

À l'inverse de ce que semblent penser les deux auteurs, les partisans des expériences de circuits courts ne les considèrent généralement pas comme des alternatives immédiatement viables pour tous, et susceptibles de remplacer à court terme le système de production/distribution/consommation dominant. Le chemin sera nécessairement long, complexe, et débattu. Ces expériences visent plutôt à contester le système de production et de distribution actuel, à l'amender, à le faire évoluer dans d'autres directions en montrant ses

---

<sup>2</sup> Citons notamment : Claire Lamine, *Les AMAP : un nouveau pacte entre producteurs et consommateurs ?* Gap, Y. Michel, 2008 ; Claire Lamine, *Les intermittents du bio : pour une sociologie pragmatique des choix alimentaires émergents*, Paris, Éd. de la Maison des sciences de l'homme, 2008 ; Claire Lamine et Stéphane Bellon (dir.), *Transitions vers l'agriculture biologique : pratiques et accompagnements pour des systèmes innovants*, Dijon-Versailles, Educagri -Quae, 2009

<sup>3</sup> La revue *Silence* a consacré en 2008 un beau dossier à l'expérience des AMAP : « AMAP : dynamiques et limites », *Silence*, n°357, mai 2008.

apories et ses faiblesses. Il s'agit plutôt, et plus modestement, de « nouvelles manières de définir les rapports entre producteurs et consommateurs susceptibles de remettre en cause des aspects essentiels de ce système comme les échanges à longue distance, l'homogénéisation des produits ou leur détachement des lieux et conditions de production »<sup>4</sup>. L'ambition des partisans des « circuits courts » consiste ainsi davantage à définir des trajectoires inédites, originales, perturbatrices des dominations actuelles et des apories du système de production alimentaire.

Les questions que posent ces expériences sont finalement multiples et riches. Peuvent-elles transformer les rapports de pouvoir dans le système alimentaire global ? Sont-elles susceptibles d'introduire de nouvelles formes de citoyenneté et de démocratie ? Les processus de re-localisation de la production et de la consommation alimentaire revendiqués par ces systèmes sont-ils porteurs d'équité sociale ? Quelles modifications induisent-ils dans la relation entre sociétés et espaces naturels ? Face à l'industrialisation et à la standardisation croissante des produits sortant du système agroalimentaire, ces expériences sont-elles porteuses d'un processus de requalification des consommateurs ? S'il serait absurde d'idéaliser ces expériences, ou d'en faire des panacées indépassables, il l'est tout autant de les caricaturer au nom d'une supposé « utopie ». La question de l'autonomie alimentaire et la résistance à l'agro-business productiviste et mondialisé méritent mieux que la critique condescendante qu'on leur adresse parfois.

Publié dans [laviedesidees.fr](http://laviedesidees.fr), le 5 juillet 2010

© [laviedesidees.fr](http://laviedesidees.fr)

---

<sup>4</sup> Voir un récent et excellent état des lieux de la littérature anglophone consacrée à ces questions : Christian Deverre et Claire Lamine, « Les systèmes agroalimentaires alternatifs. Une revue de travaux anglophones en sciences sociales », *Économie rurale*, n°317, mai-juin 2010, p. 57-73.